

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Violence de la mémoire

Rony Brauman

Mars 2004

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Violence de la mémoire

Rony Brauman

Entre avril et juillet 1994, au Rwanda, quelque 800.000 personnes furent assassinées en cent jours. Les Tutsis furent tués en tant que tels, hommes, femmes et enfants indistinctement, et des Hutus, parce qu'ils étaient connus comme opposants au régime dictatorial d'Habyarimana ou lorsqu'ils étaient soupçonnés de protéger des Tutsis. Bien des militaires l'ont dit clairement : 5000 soldats auraient suffi pour mettre un terme à cette boucherie. Mais au lieu de renforcer les 2500 hommes de la force des Nations unies commandés par le général Roméo Dallaire, le Conseil de sécurité les divisa par dix. Le monde donnait son consentement aux tueurs et ce fut la victoire du Front Patriotique Rwandais qui mit fin au génocide. Au génocide mais pas à la terreur ni aux massacres, dont les nouveaux maîtres du pays firent, comme leurs prédécesseurs, les moyens de leur domination totale.

En ce printemps 2004, X^{ème} anniversaire de ce désastre, nous abordons le temps de la commémoration. Justifiée, nécessaire, la mémoire du génocide et du scandale de la passivité internationale doit rester vivante, pour les victimes comme pour le reste du monde. Le livre de Roméo Dallaire, chronique effrayante d'une paralysie organisée, fournit ainsi un matériau précieux pour comprendre comment fut levé le seul obstacle qui pouvait s'opposer à la machinerie mortelle en marche. Les circonstances précises de la mise à mort des Tutsis devraient faire tout autant l'objet de recherches rigoureuses, tant circulent les affirmations non étayées incriminant l'ensemble de la population hutue : le génocide du Rwanda se singularise, si l'on en croit la doxa, par le fait qu'il compterait autant de bourreaux que de victimes. L'abattage à la machette des voisins par les voisins, voilà ce qui se dit en général, et voilà surtout ce qui va être au centre des discours de commémoration.

Pour l'ambassadeur du Rwanda en Belgique, s'exprimant lors du V^{ème} anniversaire du génocide, ce sont deux millions de Hutus, soit tous les hommes, qui ont participé aux tueries. Au même moment, le gouvernement rwandais commémorait le massacre dans la bourgade de Kibeho, où des milliers de Tutsis avaient péri en 1994. Pas un mot ne fut prononcé pour d'autres victimes civiles, des déplacés hutus qui furent abattus à la mitraillette par centaines à ce même endroit en 1995, mais par l'armée du nouveau régime.

A propos des Palestiniens, Edward Saïd parlait de la difficulté d'être reconnu comme victime lorsqu'on est « victime des victimes. » De fait, à l'ombre de la Shoah, Israël a longtemps bénéficié d'un immense crédit moral et, bien que cette ressource soit en voie d'épuisement, l'accusation d'antisémitisme fuse vite en guise de réponse aux critiques. Pour les autorités rwandaises, toute critique est une preuve de collusion avec les « génociteurs. » Ce régime militaire a massacré plusieurs centaines de milliers de Hutus au Rwanda et au Congo, il continue d'assassiner ses opposants, y compris tutsis, et de détourner massivement les fonds de l'aide internationale, y compris ceux destinés aux rescapés de 1994. Mais fort de son statut de représentant des victimes d'un génocide, il bénéficie d'une infinie mansuétude, comme en témoigne encore le quitus qui lui fut donné par les observateurs internationaux aux élections de l'an dernier, « gagnées » avec le score albanais de 95%.

La mémoire, certes, est d'abord un (nécessaire) oubli sélectif. Comment pourrions-nous vivre et penser en nous souvenant de tout ? Mais lorsqu'elle est officielle, institutionnalisée, elle opère au service d'un projet politique. Souvent célébrée comme une vertu, la « Mémoire » est d'abord un instrument de violence. Violence symbolique exercée contre ceux dont la mort et la souffrance sont expulsées de la remémoration, mais aussi violence sociale par son instrumentalisation au

service d'un programme de domination. Le droit au deuil de toutes les victimes civiles, voilà l'enjeu d'une commémoration qui ne serait pas une caution offerte à une tyrannie, mais le début d'un travail de vérité au service de la société.